



MISSION LOCALE DE PARIS

Siège social : 22, rue Pajol - 75018 Paris
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024



RSM Paris
26, rue Camille Cressy
75 008 Paris
France
Tél : +33 (0) 1 47 63 67 00
Fax : +33 (0) 1 47 63 69 00

www.rsmfrance.fr

MISSION LOCALE DE PARIS

Siège social : 22, rue Pajol - 75018 Paris
Association régie par la loi du 1er juillet 1901

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'Association MISSION LOCALE DE PARIS,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE DE PARIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Conformité aux principes

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilité de la direction d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Le rapport établit sur les comptes annuels une opinion sur la fiabilité des informations financières.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 19 juin 2025

Le commissaire aux comptes

RSM Paris

Société de Commissariat aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Signé par Djamel Zahri
Le 19/06/2025

Ex: azzigMh02208

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'D. Zahri', is written over a faint, light blue circular stamp.

Djamel ZAHRI

Associé

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	52 040	52 040		
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	899 251	789 609	109 642	228 886
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	6 686 500	2 575 162	4 111 338	4 747 980
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	346 085		346 085	333 715
TOTAL I	7 983 876	3 416 811	4 567 065	5 310 581
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	3 434 461	135 698	3 298 764	2 965 781
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 574 973		1 574 973	2 486 462
Charges constatées d'avance	353 194		353 194	382 510
TOTAL III	5 362 629	135 698	5 226 931	5 834 752
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	13 346 505	3 552 508	9 793 996	11 145 333

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	1 986 957	1 986 957
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 313 407	2 249 332
Excédent ou déficit de l'exercice	-907 227	64 075
Situation nette	3 393 136	4 300 363
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	300 010	390 318
Provisions réglementées		
TOTAL I	3 693 146	4 690 681
II		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	30 621	29 065
TOTAL III	30 621	29 065
Provisions		
Provisions pour risques	115 000	115 000
Provisions pour charges	450 867	470 412
TOTAL IV	565 867	585 412
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	305 451	475 507
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	629 569	616 960
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	2 873 275	2 663 647
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	70 034	123 233
Autres dettes	465 928	631 877
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 160 105	1 328 952
TOTAL V	5 504 362	5 840 175
VI		
Écarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	9 793 996	11 145 333

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	212 984	162 946
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	17 241 889	17 736 385
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	200 000	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	426 515	512 251
Utilisations des fonds dédiés	29 065	273 108
Autres produits	101 749	106 357
TOTAL I	18 212 202	18 791 047
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	3 142 272	3 152 094
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 316 555	1 222 219
Salaires et traitements	8 983 929	8 605 938
Charges sociales	4 362 832	4 100 535
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 044 035	1 115 036
Dotations aux provisions		120 254
Reports en fonds dédiés	30 621	29 065
Autres charges	273 684	127 072
TOTAL II	19 153 927	18 472 212
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-941 725	318 835
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 386	2 253
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 386	2 253
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées	11 278	9 556
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	11 278	9 556
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-8 893	-7 303
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-950 618	311 532

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	60 378	10 449
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	60 378	10 449
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	4 710	11 986
Sur opérations en capital	12 278	58 444
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		187 476
TOTAL VI	16 988	257 906
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	43 391	-247 457
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	18 274 966	18 803 750
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	19 182 193	18 739 675
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-907 227	64 075

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	374 224	796 695
Bénévolat	102 583	144 845
TOTAL	476 807	941 540
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	73 430	189 298
Prestations en nature	300 794	607 397
Personnel bénévole	102 583	144 845
TOTAL	476 807	941 540

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 9 793 996 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -907 227 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires des règlements ANC n°2018-06 et n°2020-08 relatifs aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation de la Mission Locale de Paris

La Mission Locale de Paris est une association de service public dont l'objet est l'insertion professionnelle et sociale des jeunes. Ses activités sont principalement d'accueillir, informer et orienter les jeunes, les accompagner dans leur parcours d'insertion et l'accès à l'emploi et animer les partenariats en local.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue indiquée dans le tableau d'amortissement suivant :

- Agencements et aménagements des constructions : 5 à 10 ans ;
- Installations techniques : 5 à 10 ans ;
- Matériel et outillage : 4 ans ;
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 10 ans ;
- Mobilier : 5 à 10 ans.

Evènements postérieurs à l'exercice

Néant

Changement de méthode comptable

Les remboursements de l'OPCO UNIFORMATION et les remboursements de la mutuelle MALAKOFF HUMANIS PREVOYANCE ne sont plus comptabilisés en transferts de charges. A partir de 2024, ils ont été constatés en remboursements de charges de personnel, respectivement sur les comptes 649100 et 649200, suite à la réforme du Plan Comptable 2025 introduite par le règlement n°2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Créances

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Perte sur créance irrécouvrable

Une perte de 274 040€ a été constatée en 2024 (c.654200) suite à la soumission du bilan final du projet ALLERO, financé par la Caisse des Dépôts et des Consignations via le PIC. La mise en œuvre de ce projet démarré en juillet 2020 et terminé en juin 2023 a été fortement impactée par la crise sanitaire. Le montant de cette perte avait été provisionné sur les exercices précédents, cette perte n'a donc pas d'impact budgétaire sur l'année 2024.

Effectif salarié

L'effectif total des salariés s'élève à 240,4 ETP (239,6 l'an passé) pour 259 salariés au 31/12/2024 (252 l'an passé).

Provision sur dépréciation d'actifs

La provision sur dépréciation de créances s'élève cette année à 135 698€ contre 397 712€ en 2023. Voici les provisions incluses dans ce montant au 31/12/2024 :

- 5% Projets FSE : C2206 DIP - C2357 RDVA - C2358 QPV : 49 993€
- C2414 - Parrainages DIRECCTE : 85 705€

Indemnité de départ à la retraite

Au 31/12/2024, les engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière s'élèvent à 450 867€ pour les salariés de + de 55 ans (470 412€ en 2023). La reprise sur provision 2024 s'élève donc à 19 545€. Cette dette actuarielle a été calculée à partir des hypothèses suivantes :

- Personnes de plus de 55 ans
- Age de départ à la retraite de 62 ans
- Augmentation annuelle constante des salaires de 1%
- Taux de rotation faible
- Taux d'actualisation : 3,38%
- Taux de cotisations sociales : 50%
- Table de mortalité : TV 88-90

Provision pour litige

La provision pour litige RH constatée en 2023 à hauteur de 115 000€ est maintenue en 2024 (litige toujours en cours). Aucun nouveau litige à déclarer au 31/12/2024.

Valorisation du bénévolat et autres contributions en nature

La valorisation du parrainage des jeunes et du bénévolat s'élève à 102 583€ pour 3 009h, soit 1.65 ETP. Les missions de ces personnes portent à la fois sur des entretiens collectifs et individuels avec les jeunes. L'ensemble de ces heures est valorisé au taux horaire brut cotisé de 21,31€.

Le mécénat de compétences s'élève à 300 794€ et repose sur 4 personnes à temps plein ou mi-temps secondée par Orange et Malakoff.

La valorisation des loyers mis à disposition par la Ville de Paris s'élève à 73 430€. Cela concerne l'immeuble de la rue de Chatillon 75014.

Charges exceptionnelles

Les charges exceptionnelles sont composées essentiellement du c.675800 de valeur nette comptable des éléments d'actifs sortis à la suite d'un inventaire réalisé en fin d'année 2024.

Rémunérations versées à certains dirigeants

L'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 fait obligation de mentionner, dans les états financiers, le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés.

Comme chaque année, aucune rémunération ni avantage en nature n'a été allouée aux membres du Conseil d'Administration.

Chèques mobilité

L'association verse des chèques mobilités aux jeunes pour faciliter leurs déplacements. La consommation des chèques mobilité s'est élevée à 192 208€ sur 2024, contre 261 864€ sur 2023.

Comité Social et Economique (CSE)

La subvention de fonctionnement du CSE s'élève à 17 458€ en 2024 contre 16 751€ en 2023, et la contribution annuelle de la structure aux activités sociales du CSE s'élève à 29 679€ en 2024 contre 29 629€ en 2023.

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes 2024 est de 13 407€ TTC (12 988 € en 2023).

Faits caractéristiques de l'exercice

Disparition des financements de fonctionnement de la Région Ile de France

En 2024, la baisse amorcée des financements de fonctionnement de la Région Ile de France s'est poursuivie. L'appel à projet « Une Chance Pour Tous » a été lancé lors du premier trimestre 2024, et a concrétisé la fin des financements de fonctionnement régionaux. En effet, cette subvention ne comporte aucun volet de fonctionnement, et son montant est évalué au nombre réel d'entrée en formation sur le programme de formation régional. Ainsi, les financements de fonctionnement de la Région Ile de France sont passés de 2 062 833,49 EUR en 2022 à 0 EUR en 2024. Il reste à noter que la subvention du projet « Une Chance Pour Tous » a été validé par la Région Île de France pour un maximum de 861 400 EUR.

Diminution des financements du Contrat d'Engagement Jeune (CEJ) par l'Etat

Lors du premier trimestre 2024, l'Etat a annoncé une réduction budgétaire de 55% sur l'enveloppe PACEA (allocations prescrites aux jeunes par les conseillers MLP) et une modification du financement des Contrats d'Engagement Jeune : la cible initiale de 3000 CEJ/an a été réduite à 2781 pour 2024, et les dépassements de la cible ne seront plus financés. Ainsi, après un financement à hauteur de 5 508 300 EUR en 2023, les CEJ ont représenté 4 871 800 EUR en 2024 soit une baisse de 636 500 EUR (12%).

Création du pôle de développement des partenariats privés

Afin de diversifier ses financements et de faire face à des baisses de financements de la part de certains de ses financeurs historiques, la Mission Locale de Paris avait amorcé depuis plusieurs la discussion autour des financements privés. En 2024, la convention triennale avec la Fondation Alpha Omega a permis l'obtention d'une première année de mécénat financier à hauteur de 200 000 EUR.

Grâce à ce soutien, la Mission Locale de Paris a pu créer un pôle dédié au développement des partenariats privés et recruter une responsable, en charge de la structuration du pôle, de l'outillage de la structure, de l'animation du réseau de partenaires financeurs privés et de l'ingénierie de projet. Les premiers échanges avec de potentiels financeurs ont eu lieu lors des derniers mois de 2024, dans l'espoir de l'obtention d'enveloppe de mécénat financier pour 2025.

Loi pour le Plein Emploi (LPE)

La mise en œuvre de la LPE à partir du 1^{er} janvier 2024 a créé le Réseau Pour l'Emploi au sein duquel les Missions Locales sont un opérateur, aux côtés de France Travail, Cap Emploi et des Départements. Des comités locaux au niveau du territoire parisien se sont mis en place, et des échanges sur les pratiques et outils communs ont été engagés.

Investissement dans le capital humain

Dans la continuité de l'année 2023, l'année 2024 marque d'importants investissements dans les ressources humaines et l'accompagnement des salariés. Le plan de développement des compétences a été déployé, s'appuyant sur le plan régional de formation des Missions Locales, mais aussi sur des ateliers internes et des centres de formation externes, permettant d'offrir à tous les salariés de nombreuses opportunités de développement. En plus du plan de développement des compétences, un parcours d'intégration a été entériné, permettant d'assurer un bon accueil et un bon accompagnement des nouveaux salariés. Enfin, des analyses de pratique ont été organisées sur chaque site afin que les professionnels de l'accompagnement puissent trouver un temps d'échange collectif accompagné par des spécialistes de Champs Croisés.

Changements au sein du Comité de Direction

Manuela MODREGO, Directrice Compétences, Inclusion, Entreprise a quitté la Mission Locale de Paris en mars 2024, et sa direction a été intégrée au sein de l'équipe de Philippe Brousse, Directeur Général Adjoint.

Thibault FEAUGAS, Responsable Administratif et Financier est devenu Directeur Administratif et Financier à partir du 1^{er} mai 2024, intégrant le pôle des moyens généraux, puis le pôle de développement des partenariats privés dans son équipe.

Richard CHAMPAGNE, Directeur de l'Activité a quitté ses fonctions en juin 2024 et a été remplacé par Steva SOUSSEING à partir du 1^{er} janvier 2025.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement	52 040		
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 093 488		27 918
TOTAL	1 145 528		27 918
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage	702		
- Générales, agencements et aménagements divers	5 719 628		131 092
Matériel :			
- De transport	26 616		
- De bureau et informatique, mobilier	1 456 070		76 895
Emballages récupérables et divers	633		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	7 203 648		207 987
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :			
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	333 715		12 371
TOTAL	333 715		12 371
TOTAL GÉNÉRAL	8 682 890		248 276

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement			52 040	
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		222 155	899 251	
TOTAL		222 155	951 291	
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
- Gales, agencés et aménagt. const.				
Installations :				
- Techniques, matériel et outillage		702		
- Gales, agencés et aménagt. divers		80 434	5 770 286	
Matériel :				
- De transport		4 856	21 760	
- De bureau et informatique, mobilier		639 143	893 821	
Emballages récupérables et divers			633	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou don, destinés à être cédés				
TOTAL		725 136	6 686 500	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :				
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			346 085	
TOTAL			346 085	
TOTAL GÉNÉRAL		947 291	7 983 876	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement		52 040			52 040
Donations temporaires d'usufruit					
Autres postes d'immobilisations incorporelles		864 602	147 162	222 155	789 609
TOTAL		916 642	147 162	222 155	841 649
Terrains					
Constructions :					
- Sur sol propre					
- Sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements et aménagements des constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel		702		702	
Installations générales, agencements et aménagements divers		1 230 405	698 068	139 791	1 788 682
Matériel de transport		21 760			21 760
Matériel de bureau et informatique, mobilier		1 202 538	134 661	639 144	698 055
Emballages récupérables et divers		264	211		475
TOTAL		2 455 668	832 940	779 637	2 508 971
TOTAL GÉNÉRAL		3 372 310	980 102	1 001 792	3 350 620

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions :							
- Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outill. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices		Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglementées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges	115 000	115 000	115 000	115 000
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	470 412	450 867	470 412	450 867
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	585 412	565 867	585 412	565 867

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles		66 191		66 191
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Sur créances reçues par legs ou donations				
Autres provisions pour dépréciation	397 712	135 698	397 712	135 698
TOTAL III	397 712	201 888	397 712	201 888
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	983 124	767 755	983 124	767 755
- D'exploitation		201 888	417 257	
Dont dotations et reprises : - Financières				
- Exceptionnelles				

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	346 085		346 085
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés			
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-197 538	-197 538	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	3 631 738	3 631 738	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	261	261	
Charges constatées d'avance	353 194	353 194	
TOTAL	4 133 741	3 787 656	346 085

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
- A 1 an max. à l'origine	305 451	160 292	145 159	
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	629 569	629 569		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	1 179 611	1 179 611		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 427 755	1 427 755		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	265 909	265 909		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	70 034	70 034		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	465 928	465 928		
Produits constatés d'avance	1 160 105	1 160 105		
TOTAL	5 504 362	5 359 203	145 159	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 397	32 748
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	1 853 523	1 687 682
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	1 879 920	1 720 429

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés		
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	-172 088	-123 385
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	-172 088	-123 385

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	1 160 105	1 328 952
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		1 160 105	1 328 952

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	353 194	382 510
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		353 194	382 510

Détail des produits constatés d'avance

Cette année, le total des PCA est de 1 160 105€ (vs 1 328 952€ en 2023), composé comme suit :

PCA C2403 Subvention RIDF UCPT	54 631€
PCA C2424 Subvention ITI2bis	13 707€
PCA C2434 Subvention Patch BOP104	40 000€
PCA C2472 Subvention AMI O2R	518 542€
PCA C2408 Subvention CEJ	533 225€

Variation des fonds dédiés et reportés (1/2)

	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation							
Consortium ITI2	3 488		3 488			0	
Paris Boost Emploi	19 983		19 983			0	
Cités éducatives	5 593		5 593			0	
AMI	0	30 621				30 621	
TOTAL	29 064	30 621	29 064			30 621	
Contributions financières d'autres organismes							
TOTAL							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL							
TOTAL GÉNÉRAL	29 064	30 621	29 064			30 621	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variation des fonds dédiés et reportés (2/2)

Variations des fonds reportés				
	Au début de l'exercice	Augment	Diminutions	À la clôture de l'exercice
Legs ou donations				
TOTAL				
Donations temporaires d'usufruit				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL				

Variation des fonds propres art.431-5
(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	1 986 957				1 986 957
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	2 249 332	64 075			2 313 407
Excédent ou déficit de l'exercice	64 075	-64 075		907 227	-907 227
Situation nette	4 300 363			907 227	3 393 136
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	390 318			90 308	300 010
Provisions réglementées					
TOTAL	4 690 681			997 535	3 693 146

Commentaires :

Détail des subventions d'investissement consommées sur l'exercice clos au 31/12/2024 (90 308€) :

- Subv Invest - Est Patio : 10 351€
- Subv Invest - Est : 35 000€
- Subv Invest - Centre : 5 000€
- Subv Investissement Feder Portail M.L.P (FSE): 39 956€

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice (1/3)

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation						
Subventions d'investissement						
TOTAL						

Commentaires : néant

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice (2/2)

Intitulé	Nature	Montant 2023	Montant 2024
Etat - Socle	Fonctionnement	9 296 864 €	8 799 773 €
Etat - Obligation de formation	Fonctionnement	271 408 €	292 411 €
Région-Développeurs de l'alternance	Alternance / Apprentissage	90 000 €	90 000 €
Pacte Région Insertion Jeunes	Politique de la ville	490 035 €	521 752 €
Financement Conseillers justice - Etat (DDCS-FIPD)	Justice	55 000 €	55 000 €
En route pour le monde pro - FIPD	Justice	48 839 €	33 084 €
Parrainage - Etat Direccte	Parrainage	109 800 €	109 800 €
Etat (FIPD) - Eveil citoyen Radicalisation	Citoyenneté	106 000 €	89 777 €
Patch linguistique BOP104	Réfugiés	207 000 €	207 000 €
Subv Quartier d'été Summer Camp	Quartiers d'été	30 000 €	30 000 €
Mois citoyen	Citoyenneté	10 000 €	10 000 €
Contrats aidés CUI AUEA	Emploi	35 840 €	27 408 €
Service Civique	Services Civiques	34 390 €	243 €
PIC Réfugiés - ALLERO	Réfugiés	112 638 €	- €
Convention Santé ARS	Santé	62 700 €	62 700 €
Héritage des jeux	Citoyenneté	61 000 €	36 000 €
Cités éducatives 20ème	Politique de la ville	7 818 €	2 853 €
Cités éducatives 19ème	Politique de la ville	6 392 €	- €
Cités éducatives 18ème	Politique de la ville	8 058 €	3 333 €
Cités éducatives 14ème	Politique de la ville	8 892 €	5 000 €
Subv Etat battle breakdance	Politique de la ville	- €	4 000 €
Subv Etat Enigmarius passeport	Politique de la ville	- €	12 500 €
Subv Etat AGIR-FTDA	Emploi	- €	206 423 €
Subv pack remob PRIJ	Politique de la ville	- €	21 000 €
SUBV ETAT AMI O2R	Inclusion	- €	30 621 €
Subv ETAT Justice DISP	Justice	- €	15 480 €
Total Etat		11 052 675 €	10 666 160 €
Département de Paris - Socle	Fonctionnement	3 395 000 €	3 620 000 €
Animation Territoriale - DASES	Inclusion	236 488 €	236 488 €
Financement Conseillers Justice - Ville (DPP)	Justice	55 000 €	55 000 €
Justice PJJ/En route pour le monde Pro - Ville (DPP)	Justice	20 839 €	31 047 €
Le Lab' de la Créa	Emploi	11 950 €	- €
DIP 2022 - ASE	ASE	257 812 €	257 812 €
Gestion FAJ - DASES	Fond d'Aide aux Jeunes	18 393 €	32 027 €
Paris Boost Emploi	Emploi	209 076 €	- €
Total Ville		4 204 558 €	4 232 374 €
Région Île de France - Socle	Fonctionnement	947 287 €	570 369 €
Convention SPRO	Orientation	25 000 €	20 000 €
Total Région		972 287 €	590 369 €

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice (3/3)

Intitulé	Nature	Montant 2023	Montant 2024
Subv DIP FSE	Emploi	397 482 €	199 285 €
Rendez-vous Avec ton Avenir (RDVA)	Emploi	- €	332 723 €
Quartiers Politique de la Ville	Politique de la ville	- €	70 365 €
Total FSE		397 482 €	602 373 €
France Travail - Partenariat renforcé	France Travail	1 037 049 €	1 127 177 €
Total France Travail		1 037 049 €	1 127 177 €
Revitalisation ING	Emploi	28 533 €	- €
Consortium ITI ANG	Emploi	43 802 €	23 436 €
Total Divers		72 334 €	23 436 €
Total général		17 736 385 €	17 241 889 €